# L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE PAR
JÉROME BAYON, DELAUP & CO.
NOUVELLE-ORLÉANS,
MERCREDI, (MATIN.) 16 MARS 1831.

## INTÉRIEUR.

NOUVELLE-ORLÉANS, 16 mars.

Le dernier courrier ne nous ayant rien apporté de plus frais et de plus intéressant, nous continuons aujourd'hui nos extraits des journaux français. A l'article FRANCE, on trouvera la suite de la séance orageuse de la chambre des députés du 15 janvier ; le discours de M. MAUGUIN qui remplit seul cet extrait, et qui n'est qu'un nouveau développement donné à la pensée du général Lamarque, sera lu sans doute avec plaisir. Néanmoins, quelque puissants efforts qu'ont fait ces orateurs, l'ordre du jour a été prononcé contre la pétition du citoyen de Mons, qui a donné lieu à leurs brillantes improvisations.

## EXTÉRIEUR.

### FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

*Autre extrait de la séance du 15 janvier.*

☞ Après le discours du général Lamarque, que nous avons donné hier, M. le ministre des affaires étrangères monte à la tribune pour nier les paroles qui lui ont été attribuées dans les relations avec les envoyés belges; M. Casimir Périer quitte un moment le fauteuil pour provoquer quelques explications de la part du général Lamarque, qui lui sont données avec franchise ; et M. Guizot prend la parole pour défendre la conduite politique du ministère. Enfin, M. Mauguin monte à la tribune :

*M. Mauguin* : Messieurs, si dans les journées de juillet la France s'est soulevée avec tant d'héroïsme et d'enthousiasme, si elle a renversé en si peu d'heures un despotisme de quinze années, c'est qu'elle était agitée par des passions violentes, et que de profonds ressentiments fermentaient dans son sein ; quels étaient ces ressentimens, ces passions ? Je ne crains pas de le dire, et je ne serai désavoué par personne, c'était en partie la haine d'un joug imposé par l'étranger et le regret de notre gloire perdue, le poids flétrissant de nos humiliations non vengées.

On devait donc attendre des ministres à qui la révolution fut confiée quelque chose qui répondit à ces sentimens, et vengeât la nation de tant d'outrages ; il ne s'agissait pas de cette propagande révolutionnaire dont parlent sans cesse les esprits métaphysiques qui ne voient que l'absolu des choses et restent constamment à côté des faits. Mais la France voulait reprendre son rang parmi les puissances, elle avait besoin de force, elle voulait revenir à la gloire. Ministres, qui les premiers avez régi nos destinées, répondez : qu'avez-vous fait pour satisfaire à ce besoin de vengeance et d'honneur outragé ! Je ne parle pas de votre conduite à l'intérieur ; quels ont été vos premiers actes à l'étranger ? Vous avez reconnu ces traités de 1814 et 1815 dont le nom seul rappelle la honte de la France ; vous, Français, vous avez ratifié l'abandon de Landau, de Sarre-Louis, de ces frontières que nous avait données Louis XIV ! Que dis-je ? Vous vous êtes soumis à ne pas reconstruire Huningue ; aussi l'aristocratie helvétique a conservé sur vous cette puissance de vous empêcher, sur votre propre territoire, de relever les murs d'une ville dont la défense a servi à l'illustration d'un homme.

Qu'est-il résulté de ce système de timidité et de faiblesse ! C'est que dans ces lettres autographes dont on a parlé, le ministère a fait prendre au souverain que nous avons élu une attitude que, j'ose le dire, n'était pas digne de la France. Qu'en est-il résulté encore ? C'est que dans sa réponse un souverain du nord n'a pas craint de nous prodiguer des outrages ; je dis nous, car toute injure que reçoit le roi de France frappe en même tems chaque Français. (Marques unanimes d'assentiment.) Au même instant un prince d'Italie osait renvoyer sans réponse la lettre qui lui avait été adressée, et, encore aujourd'hui, cette insulte reste impunie. (Exclamations aux centres.) Je conçois ces murmures, dans le système de l'ancien ministère on n'a pas dû exiger de réparation du duc de Modène parce qu'il est trop petit, et sans doute on n'en a pas exigé de l'empereur de Russie parce qu'il est trop grand. (Marques bruyantes d'hilarité.—A gauche : voilà le motif.)

L'orateur qui descend de cette tribune s'est élevé contre ce qui a été dit il y a quelque tems dans cette chambre, que l'Europe tend à l'unité politique; il a cru voir dans cette observation un désir de guerre : comment a-t-il pu se tromper d'une manière aussi grave ? N'est-ce pas, au fait que, surtout depuis un demi-siècle, les diverses parties de l'Europe tendent à s'assimiler entre elles dans leurs formes politiques ? n'était-ce pas cette même unité que proclamait la sainte alliance ? On a parlé de la république, de l'empire et de leur prétendue propagande ; on a voulu leur en faire un crime ; pourquoi donc alterer l'histoire ? Est-ce la France de 92 qui, la première, a attaqué l'étranger ; n'est ce pas au contraire le Prussien qui a voulu venir étouffer à Paris, dans le sang et le pillage, les premiers élans de la liberté française ! L'unité monarchique n'avait elle donc pas aussi sa propagande ? ne s'attachait-elle pas à nous désorganiser par ses agens, par ses complots ? n'est-ce pas elle qui dressait les échafauds de sa place Louis XV ; la convention s'est servi contre elle des mêmes armes, elle lui a rendu guerre pour guerre.

Les peuples, dit-on, se sont soulevés contre nous en 1814; oublie-t-on que c'était au nom de la liberté. Nous étions devenus oppresseurs, ils n'ont pas voulu devenir esclaves ; consultez les actes de ce tems de funeste mémoire, lisez les proclamations des rois; s'ils appellent les peuples aux armes, c'est, disent-ils, pour les rendre libres ; levez-vous, dit le roi des Deux-Siciles aux Napolitains, vous aurez une constitution, et *le peuple sera souverain* : ce sont là les expressions mêmes de la proclamation; en Prusse, en Autriche, en Russie, les souverains tiennent le même langage ! Partout les peuples se sont soulevés, partout les rois ingrats se sont servis de leur courage pour river leurs fers ; ne croyez pas cependant que ces peuples n'aient pas su se repentir de leur erreur : 25 ans de guerres n'ont pas en vain désolé l'Europe : les guerres, ces fléaux des nations, ont aussi leur utilité : elles mêlent, elles éclairent les peuples, elles répandent parmi eux les mêmes principes, les mêmes doctrines. Voyez ce qui est arrivé depuis notre révolution ; la France a expulsé de son sein le vassal, le commis de la sainte-alliance; le mouvement s'est fait ressentir de Paris jusqu'aux Espagnes, de Paris jusqua la Vistule : la révolution a passé, elle est étendue sur l'Europe, et l'Europe en a tressailli : elle a frémi sous le mouvement qui lui était imprimé.

Mais ne vous y trompez pas, jamais les souverains n'abandonneront les projets d'unité, de despotisme. Quand ils auraient abattu individuellement les peuples qui sympathisent avec notre révolution, quand vous aurez laissé enchaîner la Belgique, massacrer à vos yeux le noble, le généreux Polonais, on viendra quand vous serez isolés, vous imposer à votre tour des gênes et des bâillons.

Voyez quelle a été la conduite de l'autocrate russe à la première nouvelle de notre révolution ; nos couleurs sont prohibées, les ports de la Belgique et de la mer Noire nous sont fermés; les voyageurs qui avaient établi leur domicile nomade dans nos villes sont impérieusement rappelés; bientôt on se ravise, et comme l'a dit à cette tribune le même orateur qui en descend, l'empereur de Russie a bien voulu nous reconnaître; mais au même instant les armées russes étaient mises en mouvement; tout le matériel de guerre est préparé, au point que le prix des transports augmente de 100 pour 0-0 ; nous avons les pouces en main: sans la révolution de Pologne, peut-être l'avant-garde de l'armée russe aborderait-elle nos frontières: c'est la Pologne qui va soutenir le choc: c'est bien, qu'elle meurre ; elle est habituée à cela.

D'un autre côté, la Prusse augmentait sa garnison à Luxembourg; le cabinet anglais déclarait à la tribune que l'exemple de la France était dangereux pour les peuples, et il fesait armer contre l'Espagne et le Piémont. L'Europe entière prenait les armes ; nous seuls demeurions en pleine sécurité ; et les légions étrangères seraient venus de nouveau insulter les monumens de notre capitale, que l'on aurait je crois encore craint de violer le principe de non intervention.

*M. Casimir Périer*, du banc de gauche où il est assis: Non. Monsieur, non, vous ne le croyez pas; vous nous outragez.

*M. Mauguin* : Je n'accuse personne, je n'attaque point les intentions ; j'apprécie un fait : seulement nous différons dans l'appréciation. Puisque j'ai parlé de non intervention, examinons un peu de quelle manière on applique ce principe : vous ne voulez point, dites-vous, intervenir dans les affaires des Belges: bien, mais alors pourquoi donc les gêner dans le choix de leur souverain : c'est bien le moins qu'un peuple soit libre de choisir celui qui doit le gouverner ; pourquoi leur dire: vous êtes libres de choisir mais vous ne prendrez pas celui-ci, vous ne prendrez pas celui-là; nous vous défendons surtout de choisir un jeune prince français. Pourquoi donc empêcher la Belgique de devenir française ; la Belgique ne peut exister sans la France. Quand à moi, j'avoue que dans mes idées la Belgique est toujours France. (Violentes interruptions aux centres. A gauche : Parlez, parlez.) Vous préferez voir appeler sur la tête de Belgique un prince de Bavière, et vous ne vous apercevez pas que c'est mettre la Belgique sous la dépendance de l'Autriche; car l'Autriche, toujours prête à mettre le pied en Bavière, saura se faire ouvrir les citadelles belges avec son prince bavarois.

Les nations sont travaillées du besoin d'avoir des frontières, comme les particuliers ont l'amour des clôtures; tant que la France n'aura pas ses frontières naturelles, l'Europe ne sera pas tranquille.

Tromper pour tromper, mieux valait à la France pour voisin l'ancien royaume des Pays-Bas que la Belgique avec un prince de Bavière. Voulez-vous connaître le meilleur moyen d'éviter la guerre, c'est de ne point la craindre, c'est d'avoir de la force, c'est d'avoir une attitude noble et ferme: car la guerre ne va chercher que les faibles et les timides.

Quant aux ministres, ils ne pourront jamais nous faire croire que leur conduite est à l'abri de toute censure.

Je vote pour le renvoi de la pétition à M. le ministre des affaires étrangères.

*M. le ministre des affaires étrangères* : Toute l'argumentation du préopinant repose sur un fait inexact.

Une voix: Pourquoi ne l'avez-vous pas démenti ?

*M. le président du conseil* : La réponse est dans le *Moniteur* de ce matin.

*M. Mauguin* : Si M. le ministre avait daigné répondre aux interpellations que je lui ai adressées plusieurs fois, il m'aurait évité la peine de cette explication.

PARIS, 18 JANVIER.

Les lettres de Madrid, du 6 de ce mois, font craindre une rupture entre la France et l'Espagne : mais ce qui est de plus singulier, c'est que la rupture viendrait du parti ayant pour but de faire dispositions de la presse soient la perte complète, par le roi Ferdinand. Il est certain que les projets de garantis de l'Espagne et ainsi de nature à nécessiter une explication. Il paraît que les plaintes n'ont pu en obtenir de satisfaisantes. Le parti qui domine l'ordinand l'entraîne à sa perte.

—Le général Mathieu Dumas, retiré à Bordeaux, donne un dîner à ses compagnons d'armes, et leur a annoncé qu'il espérait sous peu de jours à rentrer à la chambre des députés pour n'en plus sortir, qu'il avait des nouvelles bien positives pour dire que dans cette session les libéraux seraient puissamment secondés par les nombreux partisans de la constitution dans l'intérieur du pays, qu'ne désirent que le bonheur et la prospérité, l'ordre et la tranquillité générale ; il a ajouté que ses intentions étaient parfaitement d'accord avec les leurs, il ne voulait pas que tous ceux qui le suivaient en Espagne ne se sympathisassent avec lui dans ces mêmes idées. Tous ces patriotes qui se trouvaient présens ont répondu affirmativement, et déclaré que dans le cas qu'ils avaient de rentrer dans leur patrie ils n'auraient d'autre vue que de voir la nation heureuse.

—Une lettre de Bordeaux, en date du 11 janvier, annonce qu'il y avait en chargement dans ce port, un grand nombre de navires destinés pour les colonies françaises. Deux navires étaient partis pour les mers du sud, ayant que deux passagers-de la Vera-Cruz, entre eux et des deux et des marchandises pour la valeur de *cinq millions de francs !*

—Il y a eu de grands pas faits dans la capitale, qu'avant le 15 de mars, les troupes françaises seraient à Bruxelles.

—Il est bien vrai qu'il est question de transférer dans la citadelle d'Amiens deux des prisonniers de Ham. Un colonel du génie est venu dernièrement inspecter le logement de M. de Virgile, qui leur servirait de prison après qu'on l'aurait fait murer tout au tour. Il a fait son rapport au gouvernement et l'on attend sa décision.

—Les travaux de curage du port de Boulogne ont commencé le 9 janvier. On y emploie un grand nombre d'ouvriers, qui, pour la plupart, se trouvaient sans occupation.

PARIS, 17 janvier.

—Une instruction a été commencée samedi devant l'Académie universitaire de Paris, contre les signataires de la lettre insérée dans un journal la *Tribune des Départemens*, et contenant une invitation adressée à tous les élèves des écoles, dans le but de se réunir pour former une association politique. (*Moniteur.*)

—Il est certain que le roi viendra à Rouen au mois de mars. (*Journal de Rouen.*)

—Nous lisons dans l'*Aviso* de Toulon, du 4 janvier :

"La frégate l'*Hermione* doit partir demain pour le Brésil, ayant à son bord la marquise de Loulé, sœur de don Miguel et de don Pedro.

"Les réfugiés piémontais aux îles d'Hyères, ont été incorporés dans le régiment de Hohenlohe; ils sont partis le 25 décembre pour la Morée ; on assure qu'un plus grand nombre doit arriver incessamment et qu'ils auront la même destination.

"Dimanche, 26 décembre, à quatre heures après-midi, l'autorité a fait afficher sur les murs de Thonon (Savoie), un arrêté portant qu'un bourgeois qui aura frappé un militaire sera condamné à trois ans de galères, et fusillé ou pendu deux heures après, s'il y a du sang répandu.

—Une mutinerie a eu lieu mercredi dernier au collége Rollin (ancienne maison Nicole.) Les élèves réclamaient la suppression de la messe de jeudi et celle des haricots. Des portes ont été barricadées, et il a fallu les ouvrir à coups de hache. M. le préfet de la Seine informé de ce qui se passait, s'est transporté dans le collége, et tout est bientôt rentré dans l'ordre. Les bâtimens et le mobilier de ce collége sont la propriété de la ville de Paris ; c'est ce qui explique l'intervention personnelle de M. le préfet.

—Les centres succombent dans la lutte contre le gouvernement, parce que s'ils tiennent des circonstances de juillet un immense pouvoir politique, ils offrent aujourd'hui un non-sens ; car ils n'existent en réalité que pour eux-mêmes et par eux-mêmes.

Telle est l'opinion de l'*Ami de la Charte* de Nantes sur le conflit que pourrait amener la discussion sur la loi électorale.

PARIS, 18 janvier.

*Un prince français ne nous peut être refusé* : tel est le titre d'un article inséré dans le numéro d'hier du journal belge l'*Emancipation*.

L'auteur fait d'abord remarquer qu'il y a en Belgique peu de partisans pour un prince indigène, et que M. de Mérode lui-même a en quelque sorte abdiqué la candidature. Pourquoi cela ? parce qu'il y a eu bon sens chez M. de Mérode, instinct chez le peuple.

" Les Belges, dit l'*Emancipation*, se tournent d'un vœu unanime vers un prince français qui à l'instant même nous assure le commerce avec la France, et par la seule influence de son nom, sans nouveaux sacrifices, sans plus grande effusion de sang, nous ouvre l'Escaut, nous rende Maestricht et la citadelle d'Anvers et nous conserve le Luxembourg."

La diplomatie ! la publicité la tuera: les promesses de la France qu'on oppose ne sont ni raisonnables, ni possibles ; on ne peut être dupe d'une pareille comédie. De pareilles conditions sont contraires à la dignité du peuple français qui ne peut trafiquer de ses amis au profit des puissances jalouses et rivales.

"La révolution de juillet a rendu la France ce qu'elle doit être en Europe, l'étoile des peuples, leur arbitre. Malheur à celui qui voudrait la faire redescendre de ce rang. Il aurait à en rendre compte à un peuple passionné qui ne pardonne pas le deshonneur. L'arrangement des cinq puissances que l'on fait sonner si haut, se ramène à ceci : pendant de cela qui il y a deux ans donnait la Grèce à l'Angleterre."

Mais la guerre éclatera et la Belgique en sera le théâtre. A cela, on répond que la cause de la guerre est ailleurs, que l'empereur de Russie s'y prépare. " *La révolution de Pologne, c'est notre cri de guerre à tous, Français et Belges.*" La guerre éclatera avant bien, nous devons encore prendre un prince français qui nous donne la certitude d'en porter le théâtre hors de notre territoire.... Disons-le donc, les diplomates n'ont pu sans injustice nous inviter dans le choix de notre chef ; le gouvernement lui-même a pu consentir à cette injustice, sans méconnaître ses de vues envers la nation, sans manquer aux lois de sa propre conservation."

Voilà ce que l'on disait hautement en Belgique, voilà ce qu'on n'osait oser regarder de sang froid. On aura beau fermer les yeux : les faits existent ; ils sont assez hautement posés dans une lettre de M. Person, membre du congrès, au roi Louis-Philippe :

"On a pu intriguer à l'extérieur, vouloir absolument que la Belgique dans ses vœux continuât à n'avoir de moyen de résistance et au besoin d'attaque contre la France, dans ce cas la guerre est là, certaine, parce que ces Français et les Belges le veulent, et plus certainement encore les nôtres aussi.

"On aura beau faire, des choses fut ouvrir les yeux à cette politique extérieure, il sera désormais impossible de parvenir à persuader aux Belges qu'il y aura pas de danger. Que la Belgique ne soit à la France sous aucun rapport, c'est avec la France sous deux rapports, c'est avec la France absolument au même point de vue de sécurité. Il est bien vrai que la [illegible] coûtera des [illegible].

"Votre acceptation de la couronne de la Belgique ne peut seule donner à la Belgique [illegible] France, et dans ce cas [illegible] Belges.

"Voilà ce que [illegible] ; voilà ce que [illegible] ; voilà ce que [illegible] ; voilà ce que [illegible] France.

### BELGIQUE.

GAND, 13 janvier. — Les [illegible] Quelques [illegible] ont [illegible] ; [illegible] ont [illegible] exhibé.

[illegible] [illegible] [illegible] [